

BEAUVAIS, le 19 juin 2023

Monsieur Jean-Claude VILLEMMAIN
Maire de Creil
HOTEL DE VILLE
Place François Mitterrand
BP 76
60109 CREIL CEDEX

N/Réf. : PhB/VS/CM - N°23-39 ☎ 03 44 79 80 15

OBJET : Avis sur le projet de Règlement Local de Publicité (RLP) de Creil

COPIE : Madame la Préfète de l'Oise (copie électronique)
Monsieur Patrice Lainé, commissaire enquêteur (copie électronique)

Monsieur le Maire,

La CCI de l'Oise soutient le développement économique des territoires depuis 1889. Elle appuie les projets d'activités, d'infrastructures ou de planification et propose son expertise en tant que Personne Publique Associée. À ce titre, le projet de RLP qui nous a été transmis a fait l'objet d'une analyse.

Le rapport de présentation du RLP indique que 85% des publicités et préenseignes inventoriées à Creil ne respectent pas les normes en vigueur (code de l'environnement...). Ce document précise que la mise en place du RLP permettra à la municipalité de disposer des compétences de police de la publicité extérieure, ce qui contribuera à atteindre l'objectif de mise en conformité des dispositifs publicitaires non conformes¹.

La réglementation prévue dans le cadre du RLP apparaît équilibrée. La CCI de l'Oise a cependant identifié des possibilités d'ajustement des prescriptions définies dans la « *partie réglementaire* » (tome 2 du RLP) :

- Mentionner l'existence d'une « *charte de valorisation des devantures commerciales* ».
- Art 6 : permettre aux enseignes de recouvrir ou de masquer des éléments architecturaux si ceux-ci signalent ou symbolisent une activité antérieure (décor², devanture en applique ancienne...) afin de préserver des éléments d'intérêt issus d'une activité disparue tout en signalant l'activité actuelle.
- Art 6 : signaler que les enseignes dont les caractéristiques et le fonctionnement sont encadrés par d'autres réglementations (« carotte » des débits de tabac³, « croix » et « caducée » des pharmacies⁴...) font l'objet d'un traitement spécifique.

.../...

¹ À noter : les compétences en matière de police de la publicité seront transférées aux maires à compter du 01/01/2024 (cf article 17 de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 dite « *loi climat & résilience* »).

² Exemple : « *maison Gréber* » (Beauvais).

³ Cf arrêté modifié du 6 septembre 2016 relatif à la signalétique des débits de tabac.

⁴ Cf articles R 4235-52 et R 4235-53 du code de la santé publique.

En zone ZP1 (périmètre « *Action Coeur de ville* » et polarités commerciales de quartiers) :

- Art 7 : préciser si la « publicité » demeurant interdite sauf au niveau du mobilier urbain et des palissades de chantier inclut les préenseignes. Idem en zone ZP4.
- Art 9 : envisager un encadrement plus souple pour le fonctionnement des préenseignes lumineuses signalant des activités ouvertes la nuit, notamment celles bénéficiant déjà de dérogations du RLP en matière d'enseignes numériques (« services d'urgences, pharmacie ou station-essence »). Idem dans les autres zones⁵.
- Art 25 : préciser que l'interdiction des enseignes sur « les auvents ou marquises » ne concerne pas les stores-bannes. Idem dans les autres zones.
- Art 26 : reconsidérer l'interdiction des enseignes sous forme d'images sur les vitrines ou les baies. Une image occupe moins de surface sur la vitrine ou sur la baie qu'un nom d'entreprise sous forme de lettres, a fortiori si le nom de l'entreprise est long. Idem dans les autres zones.
- Art 26 : assouplir la limitation à 1 m² unitaire des enseignes installées sur les vitrines ou les baies, notamment pour tenir compte des « franchisés » (des chartes architecturales pouvant s'imposer via un contrat de franchise) et des entreprises individuelles (le nom de l'entreprise correspondant au nom de famille et au prénom de l'entrepreneur, qui peuvent être longs). Idem dans les autres zones.
- Art 27 : définir le terme « activité » - au niveau de la limitation du nombre d'enseignes pour une même activité - ainsi que le terme « activité signalée » (article 29 du RLP). Une activité peut en effet proposer plusieurs services (diversification des débits de tabac...). Idem dans les autres zones.
- Art 28 : harmoniser le titre de l'article, le sommaire du règlement (page 3) évoquant les enseignes scellées ou installées au sol « lorsqu'elles signalent une activité non visible depuis la voie publique ».
- Art 29 : autoriser les enseignes scellées ou installées au sol à plus de 1,2 m au-dessus du sol afin de rendre ces enseignes visibles lorsqu'une clôture aveugle dépassant 1,2 m sépare la voie ouverte à la circulation publique et l'enseigne. Idem dans les autres zones.

En zone ZP2 (axes principaux de la commune : route de Vaux, RD 1016, route de Chantilly...) :

- Art 10 : réfléchir à un encadrement des publicités/préenseignes n'étant pas déterminé uniquement par la longueur du « côté bordant une voie ouverte à la circulation publique » de l'unité foncière. Des critères complémentaires pourraient être envisagés : distance minimale entre deux dispositifs, nombre moyen de dispositifs par kilomètre⁶... Idem dans les autres zones.

En ZP3 (espaces d'activités) :

- Art 43 : interroger la restriction du nombre d'enseignes scellées ou installées au sol de moins de 1 m² (les enseignes de ce type dépassant 1 m² n'étant paradoxalement pas restreintes en nombre).

Au niveau du plan de zonage :

- Envisager une distinction entre les « zones commerciales » et les « zones industrielles » au sein de la ZP3 qui « regroupe les différentes zones d'activités commerciales ou industrielles » de Creil (rapport de présentation). Les enjeux de ces deux catégories de zones sont en effet différents.
- Expliquer les différences entre le périmètre de la « ZP1 » du RLP (zone correspondant au périmètre « *Action Coeur de ville* » et aux polarités commerciales de quartiers) et le périmètre des « linéaires de protection du commerce, des équipements, des services et de l'artisanat » du PLU.

.../...

⁵ À titre d'exemple, le RLP de Limoges limite la « *luminance* » des enseignes à affichage numérique (limitation renforcée « *entre le coucher du soleil et son lever* »).

⁶ Le rapport de présentation du RLP cite d'autres pistes au niveau esthétique : « *mono-pied, interdiction des passerelles* »...

Conclusion

La CCI de l'Oise émet un avis favorable assorti de remarques sur le projet de RLP de Creil qui lui a été transmis. Cette réglementation peut être associée au développement d'alternatives aux publicités/préenseignes (« *Relais d'Information Service* », « *Signalisation d'Information Locale* »...).

Vous remerciant par avance pour cette prise en compte, je vous prie de croire, Monsieur le Maire, en l'assurance de ma considération distinguée.

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by a smaller, more complex mark that appears to be 'B' or a similar flourish.

Philippe BERNARD,
Président

